

CHAIRE MUTATIONS AGRICOLES

www.chaire-mutations-agricoles.com

2018 / 2019

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Les mondes agricoles changent, les sociologues et économistes de l'École supérieure d'agriculture analysent ces évolutions en connexion directe avec des professionnels engagés dans la chaire partenariale «Mutations Agricoles»



Chaire Mutations Agricoles - École supérieure d'agriculture, 55 Rue Rabelais - BP30748 - 49007 Angers Cedex 01

Bertille THAREAU, b.thareau@groupe-esa.com - 02 41 23 55 55.

www.chaire-mutations-agricoles.com

SOMMAIRE

P4	PRÉSENTATION DE LA CHAIRE
P5	FAIRE DE LA CHAIRE MUTATIONS AGRICOLES UN ESPACE DE RÉFLEXION OUVERT
P6	NÉGOCIER ET INSTITUER LA VALORISATION DE BIENS ENVIRONNEMENTAUX
P8	QUE SIGNIFIE « RÉUSSIR » EN AGRICULTURE ?
P10	LA NUMÉRISATION DU SECTEUR AGRICOLE
P12	RECOMPOSITION DES CARRIÈRES EN AGRICULTURE
P13	PRÉSENCE DANS L'ESPACE PUBLIC ET PROFESSIONNEL
P14	PARTENARIATS
P15	L'ÉCOSYSTÈME DE LA CHAIRE
P16	REVUE DE PRESSE ET D'INTERVENTIONS
P18	PUBLICATION D'UN OUVRAGE COLLECTIF
P19	LE BUDGET DE LA CHAIRE

LA CHAIRE MUTATIONS AGRICOLES

PRÉSENTATION

LA CHAIRE MUTATIONS AGRICOLES A ÉTÉ
CRÉÉE À L'ESA EN 2013 PAR LE SOCIOLOGUE
ROGER LE GUEN POUR DÉVELOPPER DES
RECHERCHES SUR LES TRANSFORMATIONS
SOCIALES ET ÉCONOMIQUES DES MONDES
AGRICOLES, TOUT EN LEUR DONNANT UNE
MEILLEURE LISIBILITÉ.

Son domaine concerne particulièrement l'agriculture – les métiers, la profession, l'insertion sociale des activités, les dynamiques de développement. La Chaire s'intéresse également aux interactions entre ce secteur et la ruralité, c'est-à-dire à ses rapports avec d'autres professions, avec d'autres groupes sociaux, aux formes de vie collective en milieu rural.

C'est un outil partenarial et financier de soutien aux activités de recherche et de transfert relatives aux mutations de l'agriculture. Elle s'appuie sur l'expertise des sociologues et économistes du Laboratoire de REcherche en Sciences Sociales (LARESS) de l'ESA. Ses activités s'articulent autour de trois axes de réflexion : Les transformations du métier d'agriculteur, Les dynamiques d'innovation dans le numérique et l'agroécologie, Les dynamiques professionnelles et territoriales - nouveaux réseaux, nouvelles ressources.

LES OBJECTIFS DE LA CHAIRE



**EXPLORER,
QUESTIONNER**



**PRODUIRE DES
CONNAISSANCES**



**VALORISER LES
CONNAISSANCES**

«FAIRE DE LA CHAIRE MUTATIONS AGRICOLES UN ESPACE DE RÉFLEXION OUVERT»

Après des mois de débats et de concertation dans le cadre des États généraux de l'Alimentation, l'année 2018 s'est achevée par la promulgation le 1^{er} novembre de la loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable, dite loi Agriculture et Alimentation. Cette loi accompagne une double injonction de l'État aux acteurs de l'agriculture et de l'alimentation : poursuivre la transition écologique pour proposer une production agricole qui préserve les ressources naturelles et le bien-être animal en particulier ; redéfinir les rapports de filière en s'engageant dans des négociations au sein de la profession pour mieux valoriser l'activité agricole. Parallèlement nous assistons à un développement foisonnant d'initiatives qui prennent à bras le corps cette double injonction : collectifs de production d'énergie, de valorisation de produits durables (Cœur de massif, Paysans fromagers nantais...), de produits équitables (Juste et Vendéen, Laitik), marques de consommateurs (C'est qui le patron), dispositifs participatifs d'information sur les qualités et l'origine des aliments (Open Food Facts)... Portées par des producteurs, des collectivités, des consommateurs, ces initiatives témoignent de la vitalité du secteur agricole et alimentaire et de l'investissement croissant d'une diversité d'acteurs pour (re) penser la place des agriculteurs et de l'agriculture dans les territoires et les filières. Mais si l'année 2019 s'engageait de manière stimulante, elle montre un visage plus sombre en cette fin 2019, marquée par des manifestations paysannes d'ampleur. Le 8 octobre 2019, à l'appel des JA et de la FNSEA, les agriculteurs crient leur détresse : dénonçant la stigmatisation de leur profession et les politiques commerciales et environnementales internationales, les agriculteurs interpellent tant la société civile que les pouvoirs publics : « France veux-tu encore de tes paysans ? ». Ils témoignent de leur mal-être face à une critique sociétale difficile à saisir, articulée à des revenus faibles, d'une difficulté à se projeter dans l'avenir alors que leur groupe professionnel fait face à des enjeux de renouvellement sans précédent.

Ce contexte témoigne tout à la fois de l'ambition des mondes agricoles de repenser leur place et leurs rela-

tions avec la société et de la difficulté à y parvenir. C'est dans ce contexte que la Chaire Mutations Agricoles a ouvert son deuxième cycle de travaux (2018-2021), en cherchant à tenir trois caps. Notre première ambition consiste à faire de la Chaire un espace de réflexion ouvert, mêlant des participants des mondes agricoles et de la société (associations environnementales, collectivités locales), chercheurs, étudiants et praticiens. Ces espaces doivent nous permettre à la fois de mieux appréhender les mutations en cours, mais aussi de définir des axes de travail prioritaires. Cette ambition nous l'avons menée à travers des temps forts que sont les ateliers-conférences, qui nous ont permis de **définir quatre thèmes de travail pour ce second cycle de la Chaire Mutations Agricoles**. Nous les détaillerons dans ce rapport. Notre deuxième ambition consiste à faciliter la mise en réseaux des membres, en particulier pour conduire des travaux d'étude et de recherche partenariaux. Ces travaux s'articulent (ou devront s'articuler à court terme) autour des quatre thèmes de travail qui portent sur **1) la négociation de la valorisation de biens environnementaux ; 2) une meilleure compréhension de ce que recouvre la « réussite » en agriculture ; 3) La numérisation croissante du secteur agricole et 4) la recomposition des carrières**. Enfin notre troisième ambition est de donner plus de visibilité aux travaux qui éclairent les mutations agricoles contemporaines, en particulier aux recherches appliquées de sociologie et d'économie dans ce domaine. Pour cela, les membres de la chaire se sont engagés résolument, dans la continuité du précédent cycle de la Chaire Mutations Agricoles, dans des activités de transfert auprès de publics étudiant, professionnel et scientifique à travers la proposition d'événements (parmi lesquels les Rendez-vous de l'Agriculture Connectée qui a tenu sa quatrième édition fin 2018) et de publications avec la parution en particulier de l'ouvrage : les agriculteurs dans le mouvement de numérisation du monde.

Ce rapport d'activité rend compte de notre engagement conjoint sur cette première année, tout en ouvrant des perspectives, stimulantes, pour la poursuite des activités de la Chaire Mutations Agricoles.



Bertille THAREAU
Titulaire de la Chaire Mutations Agricoles
Sociologue, Responsable du LARESS à l'ESA

NÉGOCIER ET INSTITUER LA VALORISATION DE BIENS ENVIRONNEMENTAUX

THÈME N°1

La Chaire s'est donné comme axe de travail de mieux saisir les conditions de transformation des pratiques agricoles, notamment en matière d'agroécologie. Il s'agit de questionner en particulier les conditions de ces transformations tant sociales qu'économiques. Dans ce champ, les membres de la chaire ont conduit une diversité de travaux qui portent en particulier sur le sens des pratiques, sur le rôle des sociabilités dans l'évolution de la culture technique des agriculteurs, sur l'articulation entre performances économiques et écologiques. En 2019, le projet Eco3vic¹ porté par l'ESA et dont la Chambre d'Agriculture des Pays de la Loire est partenaire s'est en particulier intéressé à l'adoption d'itinéraires techniques viticoles éco-conçus par des démarches participatives. Il en ressort que les viticulteurs ayant des liens étroits avec des consommateurs et citoyens (via l'écotourisme et la vente directe) et avec des groupements professionnels, sont plus que d'autres enclins à mettre en œuvre des pratiques écologiques. Mais dans tous les cas, **le coût des pratiques et la capacité d'investissement des producteurs restent un déterminant essentiel de l'écologisation des pratiques viticoles.**

Or, sur le plan du financement de la transition écologique, on assiste à un changement de perspective, tant dans la profession que dans la sphère scientifique. L'écologisation des pratiques et des systèmes agricoles est de plus en plus vue comme **la production d'un service environnemental**, pensé comme une des activités de l'exploitation, et qu'il s'agit de valoriser sur des marchés ou dans des filières ad hoc. Il peut s'agir ici d'activités de production d'énergie, ou de services de protection de la biodiversité, de l'eau ou de stockage de carbone. Cela s'accompagne de **l'émergence de nouveaux dispositifs de valorisation, contrastés**, pouvant prendre la forme de marchés de compensation (écologique, carbone), de projets de diversification énergétique (méthanisation) ou de filières locales portées par des collectifs d'acteurs de territoires, parmi lesquels des agriculteurs. Ces dispositifs engagent parfois de nouveaux acteurs (entreprises hors des secteurs agricoles et agroalimentaires, collectivités locales) et instituent de nouvelles formes de relations – d'alliances – pour la valorisation de biens environnementaux.



Cette thématique a fait l'objet de plusieurs activités portées ou accompagnées par la Chaire Mutations Agricoles.

Citons l'organisation dans les locaux de l'ESA de la journée « Agriculture Innovantes et Partenariats » le 7 mars 2019, l'atelier-conférence de la Chaire Mutations Agricoles du 4 avril 2019 « Nouvelles alliances pour la valorisation des pratiques environnementales ». Nous avons également contribué à deux projets de recherche partenariale : **Carbocage²** qui explore les conditions mise en œuvre de marchés carbone locaux issus de bois des haies et **Méthaso-cio³** qui rend compte des conditions de réussite de projets collectifs de méthanisation impliquant agriculteurs et acteurs non agricoles.

QUELS RÉSULTATS SAILLANTS RESSORTENT DE CES TRAVAUX ?

La structuration d'une offre de service écologique ne va pas de soi. Dans les dispositifs de marché carbone, acheteurs comme vendeurs préfèrent des dispositifs territorialisés. Cet ancrage local permet de jouer sur différentes dimensions du service environnemental (dans nos travaux, l'entretien et la plantation de haies). Le stockage de carbone est rarement envisagé indépendamment d'autres enjeux (maintien du paysage, biodiversité, qualité de l'eau). Dans la conception des contrats locaux, les acteurs, et en particulier les agriculteurs, cherchent alors à combiner des injonctions environnementales, à (re)créer de la cohérence locale dans la gestion durable d'espaces ou d'objets agricoles. Les entrepreneurs prêts à acheter ces services attendent de leur côté également des co-bénéfices sociaux, comme la création de lien entre agriculteurs et salariés des entreprises. Ainsi la négociation locale d'une offre et d'une demande de services environnementaux est saisie par les acteurs comme une occasion de s'approprier et de proposer **une synthèse territorialisée de la diversité des injonctions environnementales, c'est-à-dire des modes de gestion agricole durables sur le plan socio-écologique.**

Quels agriculteurs s'engagent et quelles sont les ressources qu'ils mobilisent pour mener à bien des projets agro-écologiques ou de méthanisation ? Les témoignages et enquêtes auprès d'agriculteurs leaders témoignent que deux dispositions sont déterminantes pour parvenir à porter ce genre de projet : **avoir du temps** (pour se mobiliser dans le temps long, s'informer), et **avoir l'expérience des collectifs de travail** (les agriculteurs en GAEC semblent plus présents au sein de projets de méthanisation). Mais avant tout, ce qui caractérise ces agriculteurs « entrepreneurs d'agro-environnement » c'est **leur capacité à se situer dans différents groupes professionnels, à la frontière d'univers professionnels distincts.** Responsables politiques locaux, membres d'associations, inscrits

dans des groupes de développement et de coopération locaux (CUMA), ces agriculteurs sont souvent « **multi-casquettes** ». Cela leur permet d'obtenir des informations de façon privilégiée et de mobiliser des soutiens, de s'appuyer sur des groupes de pairs pour imaginer des projets agro-écologiques puis de coopérer pour leur mise en œuvre.

Marchés carbone, méthanisation collective, ces projets s'inscrivent toujours dans de **nouvelles alliances territorialisées.** Ces alliances peuvent jouer un rôle déterminant à l'échelle locale pour **légitimer un projet.** Dans le cadre de la méthanisation collective, des élus locaux et des riverains (qui peuvent être réunis en association) jouent un rôle de relais et participent à soutenir (ou à disqualifier) les projets. Dans le cadre des marchés carbone, les entrepreneurs souhaitent **être associés à la gouvernance des marchés locaux.** Il s'agit pour eux de suivre la réalisation d'un contrat de stockage de carbone qui les lie aux agriculteurs du territoire, mais au-delà de cela, ces marchés contribuent à l'engagement des entreprises pour le territoire, et elles souhaitent le rendre lisible auprès des salariés et habitants. On assiste ainsi à un engagement qui semble croissant de parties prenantes locales non-agricoles (société civile, collectivités et entreprises) dans des projets agro-écologiques territorialisés.

Enfin, on ne saurait conclure cette thématique sans pointer l'enjeu central de la valorisation économique de l'écologisation des pratiques. Dans un contexte d'incertitude sur le niveau et les modalités du soutien public à l'agro-environnement, cela constitue indéniablement une attente forte du point de vue des agriculteurs, et reconnue comme légitime par les tiers. Sur ce champ, des travaux restent à conduire.

¹ Projet porté par l'ESA, et dont la Chambre d'Agriculture des Pays de la Loire est partenaire - financement ADEME.

² Projet porté par la Chambre d'Agriculture des Pays de la Loire, et dont l'ESA est partenaire - financement ADEME.

³ Projet porté par la Chambre d'Agriculture de Bretagne, et dont la Chambre d'Agriculture des Pays-de-la Loire et l'ESA sont partenaires - financement ADEME.

QUE SIGNIFIE « RÉUSSIR » EN AGRICULTURE ?

THÈME N°2

L'agriculture française s'est bâtie à partir des années 1950 sur un modèle unique d'exploitation familiale, promu par une partie de la profession et par l'État. Ce modèle était alors fondé sur différents traits dont la transmission familiale du métier et de l'entreprise, la spécialisation productive de l'activité, le caractère familial de la main d'œuvre, constituée du couple d'exploitants et enfin sur l'idée d'une taille optimale (moyenne) à privilégier pour atteindre une certaine efficacité des investissements productifs. **Or l'unicité de ce modèle éclate, il n'y a plus une mais des formes d'agriculture, d'entreprises agricoles, de carrières d'exploitants.** L'atelier-conférence du 17 Juin 2019 « Diversité des exploitations, diversité des formes de réussite en agriculture », au Crédit Agricole Anjou Maine, a permis de rendre compte de cet éclatement des agricultures contemporaines. Cela se traduit en particulier par des profils plus diversifiés de candidats à l'installation en agriculture, par une diversification des tailles d'exploitations, par des collectifs de travail plus variés, par une diversification des activités conduites sur les exploitations qui ne sont plus toujours principalement productives, par une diversité de façons de concevoir son métier et la réussite professionnelle.

Ces réflexions entre membres de la Chaire Mutations Agricoles ont permis d'identifier trois questionnements majeurs :

Que signifie aujourd'hui « réussir » dans son métier du point de vue des agriculteurs ? Les agriculteurs font aujourd'hui face à une multiplicité d'enjeux. Certains sont d'ordre économique (renforcer la performance économique et la rentabilité, maîtriser les équilibres entre capital investi et rentabilité, résilience), quand d'autres portent sur des enjeux sociaux et sociétaux (améliorer la quantité et les conditions de travail, produire de manière respectueuse de l'environnement, du bien-être animal, d'une demande de relocalisation de l'alimentation). Et leur conception de la réussite professionnelle combine différemment ces objectifs. Elle se traduit aussi par différentes

façons de projeter sa carrière et la transmission de son exploitation : quand certains se pensent dans la continuité d'une logique familiale et souhaitent transmettre leur exploitation à un enfant, d'autres pensent leur stratégie pour capitaliser sur leur exploitation, et pouvoir la revendre ensuite, en milieu de carrière, afin d'exercer ensuite d'autres métiers.

Comment mieux connaître le revenu des agriculteurs, sa composition, sa variabilité et son hétérogénéité ? Alors que les exploitations et les stratégies des agriculteurs se différencient, on connaît mal les implications de ces choix sur les revenus des exploitants. La mesure du revenu est une notion complexe et les indicateurs utilisés n'intègrent pas tous ses attributs comme par exemple l'autoconsommation, les activités connexes etc... Cependant le revenu agricole représente un élément essentiel pour la viabilité de l'exploitation, en particulier en termes d'accès aux crédits. La diversité des compositions et niveaux de revenus pourrait être ainsi mieux décrite et interprétée en la reliant aux ambitions des agriculteurs (bien-être professionnel ou formes de développement et d'investissement visés), et à l'accès à certaines ressources (aides publiques, financements bancaires, interactions locales etc...).

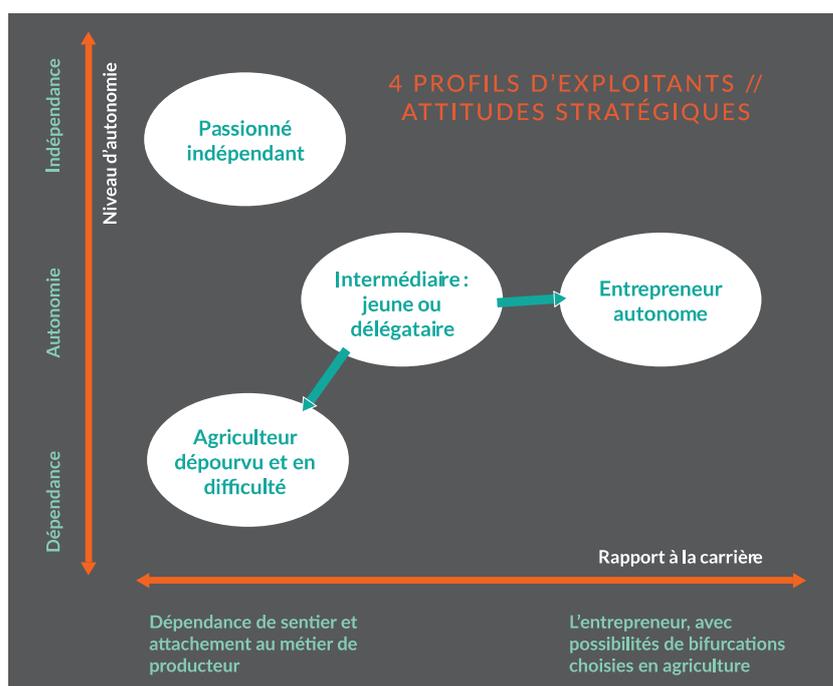
Enfin, la troisième question saillante porte sur **les ressources que les agriculteurs mobilisent pour « réussir » et les modalités d'accompagnement à mettre en œuvre.** Car si les agriculteurs et leurs stratégies sont plus éclatés qu'auparavant, nous supposons aussi que les ressources qu'ils mobilisent diffèrent selon leurs modèles de « réussite ». Ces ressources peuvent être variées : inscription dans les relations de filière ou marchandes, accès aux soutiens publics, rapport aux institutions et organisations professionnelles, inscription dans des réseaux ou collectifs de pairs, capacité à coopérer selon des modalités qui peuvent être variées, inscription dans des réseaux sociaux et institutionnels de territoire, accès à des technologies et équipements (dont le numérique).

Cette thématique recèle encore de nombreuses questions à traiter pour les années à venir : Les agricultrices ont-elles des conceptions différentes de la réussite ? Les jeunes agriculteurs abordent-ils leur métier comme leurs aînés ? Comment l'émergence d'attentes sociétales relatives à l'agriculture participent d'une évolution des visions du métier des agriculteurs ? Quelles sont les inégalités de revenus constatées en agriculture ? Sont-elles liées à différentes conceptions du métier ? À des inégalités d'accès à des ressources économiques, sociales ou cognitives pour mener son projet ? Du point de vue de cette diversité d'agriculteurs, les organisations professionnelles agricoles jouent-elles bien leur rôle d'accompagnement ? ...

QUELS RÉSULTATS SAILLANTS RESSORTENT DES PREMIERS TRAVAUX ?

Le projet Stratexel⁴ s'est concentré sur cet enjeu d'évolution des outils d'accompagnement des agriculteurs dans leurs choix stratégiques. Dans un contexte marchand et politique instable, les agriculteurs peuvent être amenés à faire des choix stratégiques à plusieurs moments de leur carrière. Or, nous faisons le constat que des références existent sur les performances technico-économiques des exploitations, mais qu'elles sont dispersées, et probablement complexes à mobiliser dans un contexte de différenciation forte des systèmes. Ainsi, le projet vise à imaginer de nouveaux outils pour **rendre plus accessibles ces connaissances et augmenter la capacité des agriculteurs à définir et à mener leur projet professionnel**. Dans ce cadre la Chaire Mutations Agricoles a contribué à éclairer la diversité des attitudes stratégiques des agriculteurs en croisant leur autonomie (autrement dit la façon de mobiliser (ou pas) des ressources pour savoir quoi faire) et leur façon de considérer leur trajectoire d'exploitation. Une enquête auprès de 21 polyculteurs éleveurs nous a permis de dessiner différents profils d'attitude stra-

tégique. Les agriculteurs « **passionnés indépendants** » sont attachés à leur projet de vie, qu'ils jugent atypique, ils conduisent leur exploitation tout en tenant à distance les conseillers et les agriculteurs « classiques ». À côté de ces producteurs enthousiastes, d'autres sont « **dépourvus de ressources et en difficulté** », ayant le sentiment qu'il n'y a qu'une voie possible pour leur exploitation, dictée par les contraintes, ils expriment des difficultés à analyser par eux-mêmes la situation, et se fient à un nombre limité de conseillers. Enfin, certains agriculteurs sont au contraire fortement insérés professionnellement, ils s'informent et écoutent une diversité de conseillers et de collègues, pour ensuite, faire des choix parfois différents des normes professionnelles ; ils apprécient les challenges que recouvrent les changements stratégiques sur leur exploitation. Nous qualifions ce dernier type d'agriculteurs d'« **entrepreneur autonome** ». Cette catégorisation s'est révélée utile pour concevoir des outils d'accompagnement adaptés aux situations et attitudes des agriculteurs.



⁴ Projet porté par Chambre d'Agriculture des Pays de la Loire, et qui associe le Crédit Agricole - financement Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.



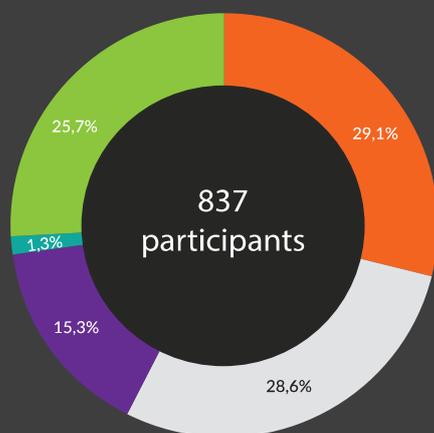
LA NUMÉRISATION DU SECTEUR AGRICOLE

THÈME N°3

LES RDV DE L'AGRICULTURE CONNECTÉE
#ESACONNECT - 21 NOV. 2018



#ESACONNECT EN CHIFFRES



- 215 personnes en direct sur Youtube
Durée de visionnage supérieure à 20 minutes
- 11 Journalistes
- 128 membres du personnel ESA et organisateurs
- 239 professionnels extérieurs
- 244 étudiants

38 CONFÉRENCIERS PROFESSIONNELS
3 TABLES RONDES
20 START-UP DANS 5 AGRI-PITCHS
17 PARTENAIRES

ORIGINES ET AMBITIONS

#esacnect a été créé par l'ESA en 2015 dans le cadre des activités de la Chaire Mutations Agricoles, avec la conviction qu'un regard sociologique et économique de la numérisation des activités agricoles est nécessaire, au-delà de l'approche technologique.

Il a ainsi pour objectif de rendre lisibles les résultats de la recherche en Sciences Humaines et Sociales relatifs aux mutations de l'agriculture auprès d'étudiants et de professionnels, de débattre de ces résultats et de renforcer la visibilité de la Chaire et de ses membres, en développant son réseau. Sa volonté de réunir les acteurs du numérique et de l'agriculture autour d'enjeux et d'opportunités liés à la numérisation de

l'économie est également un enjeu stratégique fort, tout comme le transfert vers l'enseignement pour la formation des futurs professionnels de l'agriculture. Enfin, il permet de valoriser les travaux du LARESS, développer des projets partenariaux et de renforcer la notoriété de la Chaire Mutations Agricoles.

#esacnect mobilise chaque année un comité de pilotage composé des membres fondateurs et partenaires de la Chaire Mutations Agricoles, qui participent activement à son organisation. Selon la thématique choisie, des experts invités prennent également part à la construction des problématiques qui rythment l'événement.

THÉMATIQUE 2018

En 2018, les Rendez-vous de l'agriculture connectée ont questionné les enjeux du numérique sur les santé en agriculture. Santé et bien-être des animaux, santé des végétaux, santé des travailleurs et des consommateurs... La numérisation offre des possibilités nouvelles d'optimisation des conduites techniques et de leurs effets sur la santé et le bien-être des animaux. Elle permet des développements d'outils, des dispositifs de surveillance à la cobotique qui transforment les conditions de travail au sein des filières agricoles ; la numérisation laisse enfin entrevoir la possibilité de davantage rendre compte aux consommateurs du respect du bien-être et de la santé des animaux et de la qualité des conditions de travail tout au long des filières.

Cependant, l'optimisation des conduites comme la traçabilité des données de santé supposent de fonder de nouvelles conditions de recueil, de partage et de traitement de l'information relatives aux santé en

agriculture et ouvrent de nombreuses questions.

La numérisation des données de santé et de bien-être laisse-t-elle la place à la diversité des rapports au corps et au bien-être ? Comment aborder ces enjeux complexes en évitant les écueils de la standardisation tant des connaissances que des conduites ? Comment répondre aux enjeux de transparence et de traçabilité au long des filières tout en maîtrisant les effets de sélection associés ? Les enjeux de santé questionnent le partage de données d'activité. Comment articuler les principes de minimisation du recueil et du traitement des données et de consentement éclairé établis au niveau européen (RGPD) et la demande croissante de traçabilité et de transparence sur les pratiques de production et les conditions de travail à toutes les étapes de la filière ? Enfin, dans ces processus de tension entre protection et transparence, comment les producteurs et les autres acteurs des filières peuvent-ils accroître leur maîtrise des transformations à l'œuvre ?

BILAN DE L'ÉDITION 2018

Au delà d'une qualité des contenus, de l'organisation et du déroulé unanimement salués, la principale nouveauté de cette édition était la transformation des Agri-pitch en concours de start-up, avec présence d'un jury et vote du public. Le concours a été un succès avec 20 start-up participantes, un déroulé fluide et une bonne dynamique de débat.

Concernant la thématique, son sujet, plus pointu que pour les précédentes éditions, s'est révélé moins mobilisateur et plus loin des expertises portées par

la Chaire Mutations Agricoles, entraînant ainsi une faible visibilité du LARESS et de ses travaux.

Enfin, afin de continuer à valoriser les travaux de Recherche portés par la Chaire Mutations Agricoles et les chercheurs du LARESS, il a été décidé par les équipes de modifier le pas de temps de l'événement, qui sera à présent organisé tous les deux ans. Cette décision a été validée par le COPIL de la Chaire en date du 4 avril 2019.

RECOMPOSITION DES CARRIÈRES EN AGRICULTURE

THÈME N°4

Questionner les formes de réussite nous a amenés à pointer une différenciation des carrières d'exploitants. On observe effectivement une diversité des processus d'entrée dans le métier, avec une part croissante d'installations après un début de carrière dans d'autres métiers et le développement d'installations « hors cadre familial ». Par ailleurs, on constate une instabilité dans les carrières d'exploitants qui se traduit par des départs précoces du métier : ces départs avant 55 ans correspondent à environ un tiers des départs depuis les années 2000. En 2015, ce taux a atteint 40 % des sorties du métier. Cette diversité des carrières d'exploitant ne peut s'interpréter seulement à l'aune de difficultés à conduire une carrière linéaire jusqu'à la retraite dans le métier, elle va de pair avec une certaine diversité des conceptions que se font les agriculteurs de leur carrière, et de leur rapport à la transmission du patrimoine d'exploitation.

De plus, les situations des actifs sont contrastées : on assiste à une diversification des collectifs de travail et des formes de relations de travail dans les exploitations agricoles (salariat temporaire ou permanent, coopératives de production, prestation...). Ces diverses évolutions s'inscrivent dans un contexte plus général de normalisation des métiers et des carrières d'agriculteurs, et de porosité croissante entre secteur agricole et autres secteurs professionnels. Dans ce contexte, les clefs usuelles de compréhension des trajectoires d'agriculteurs, fondées sur l'héritage, la continuité professionnelle et la forte reproduction du groupe professionnel sont de moins en moins opérantes.

Or, l'agriculture fait face à un fort enjeu de renouvellement de ses actifs. Cet enjeu est d'abord lié au départ en retraite des chefs d'exploitation, dans un contexte de

vieillesse de la population agricole : de 2010 à 2016 la part des exploitants âgés de 60 ans et plus est passée de 10 à 17%. Dans le même temps, les entrées de nouveaux exploitants stagne. Cet enjeu est ensuite à rapprocher de l'importance relative croissante du salariat dans les exploitations, alors même que les agriculteurs nous disent avoir des difficultés à recruter. Quelles sont les questions soulevées ?

Décrire la diversité contemporaine des carrières d'agriculteurs / Ces carrières sont peu connues, en particulier pour ce qui est des départs précoces et des installations non-aidées. L'analyse des carrières peut amener à mieux décrire les conceptions, les épreuves traversées et les ressources mobilisées par les agriculteurs (enjeux d'accompagnement, d'ajustement de dispositifs institués...)

Décrire les carrières de salariés dans les exploitations / Ces carrières sont méconnues. Comment devient-on salarié agricole ? comment les exploitants désignent-ils leurs salariés ? que fait-on après une expérience de salariat en exploitation agricole ? Un travail pourrait porter sur la porosité dans les trajectoires entre les salariés et les exploitants : le salariat est-il une voie d'entrée dans le métier ? Quelles sont les épreuves traversées par ces salariés, quelles ressources mobilisent-ils pour les dépasser (enjeux d'accompagnement, d'ajustement de dispositifs institués...).

Comprendre la place des salariés dans les collectifs de travail en agriculture / Comment s'opère la délégation du travail entre exploitants et salariés ? Quels sont les rapports sociaux entre eux ? contrairement au domaine de l'artisanat où les salariés sont souvent considérés comme des repreneurs potentiels, les salariés dans les exploitations semblent souvent considérés comme des agents d'exécution.

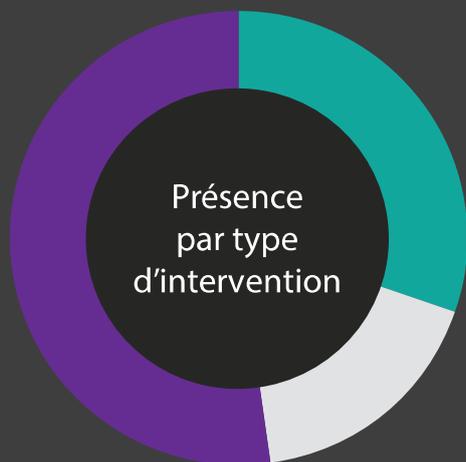
.....
Ce thème émergent a été défini comme une priorité pour la Chaire Mutations Agricoles, mais n'a pas fait l'objet de travaux sur l'année passée. En 2020, la Chaire Mutations Agricoles mobilisera des travaux d'étudiants sur cette thématique et accompagnera le projet Happyter⁵ « Alliances Paysannes Innovantes et Territoriales pour Réussir le Renouvellement du milieu agricole »

⁵ Projet porté par la CIAP PDL (Coopérative d'Installation en Agriculture Paysanne Pays de la Loire), dont l'ESA est partenaire - financement MCDR (Mobilisation Collective pour le Développement Rural).

PRÉSENCE DANS L'ESPACE PUBLIC ET PROFESSIONNEL

SEPT. 2018- DÉC. 2019

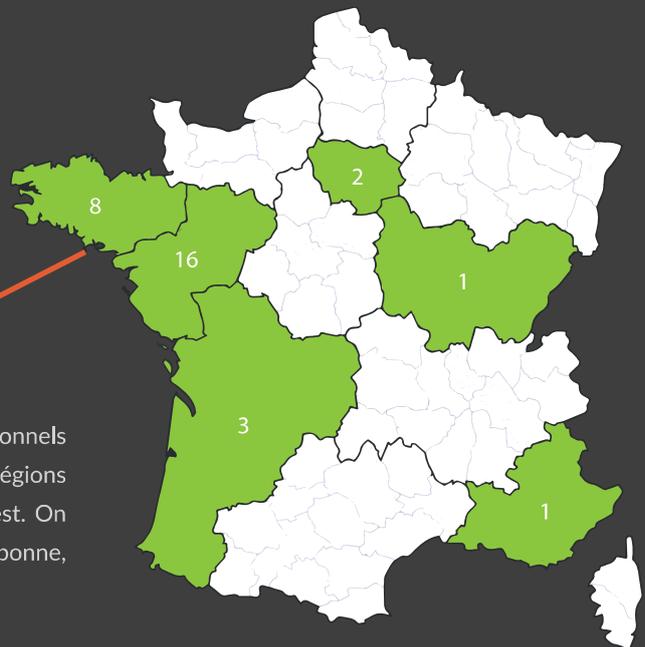
INTERVIEWS ET INTERVENTIONS



- 24 interventions vers les professionnels
- 8 interventions vers le grand public
- 14 interviews radio ou presse écrite pour 8 médias différents

RAYONNEMENT GÉOGRAPHIQUE

Les interventions vers le grand public et les acteurs professionnels sont réparties sur la période dans 14 départements et 6 régions françaises, avec une présence appuyée dans le Grand Ouest. On peut noter de surcroît une intervention à l'international (Lisbonne, Portugal).



REVUE DE PRESSE ET D'INTERVENTIONS

SEPT. 2018- DÉC. 2019

PRESSE : INTERVIEWS RADIO OU PRESSE ÉCRITE

+ Interview de **S. Di Bianco**, propos recueillis par L. Hanggi, Terre Ecos, dans le cadre de l'article « **Jeunes Agriculteurs : sans peur face aux reproches** », Culture Agri, n°4 - ISSN 2678-629X - dec. 2019.

+ Interview de **G. Anzalone**, dans le cadre de l'article de A. Passilly « **La contre-offensive de la filière viande face au désamour de la France** », Slate - nov. 2019.

+ Interview de **B. Thareau** dans le cadre du dossier « **Le digital chamboule vos métiers** », Agrodistribution, 24 octobre 2019.

+ Interview de **K. Daniel**, « **Le numérique peut aider à relever les grands défis pour le monde agricole** », propos recueillis par F. Guilhem, l'Action Agricole Picarde - 5 juil. 2019. Interview publiée aussi dans les journaux du groupe Réussir.

+ Interview de **K. Daniel**, « **PAC : De plus en plus complexe et de plus en plus verte** », Anjou Agricole (N°3623) - 3 avril 2019.

+ Interview de **K. Daniel**, « **L'avenir de la PAC en débat** ». Anjou Agricole (N°3619) - 8 mars 2019.

+ Interview de **K. Daniel**, « **Elections européennes : Quels enjeux pour l'agriculture ?** » Emission débat RCF Anjou, disponible en Podcast - 04 mars 2019.

+ Interview de **G. Anzalone** dans le cadre de l'article de V. Delmas, « **Biocoop good cop** », Politis n°1539 - février 2019.

+ Interview de **B. Thareau**, « **Lobbies : qui influence vraiment l'agriculture ?** », propos recueillis par O. Leveque, Cultivar - 7 dec 2018.

+ Interview de **K. Daniel**, « **AVE, aimez-vous l'Europe ? La PAC** » émission Euradio podcast. Euradio - 5 dec 2018.

+ Interview de **B. Thareau**, « **Le numérique au service de la santé et du Bien être en agriculture** », le Grand invité, RCF Anjou - 20 nov. 2018.

+ Interview de **B. Thareau**, « **Les enjeux du numérique sur «les santés» en agriculture** » à #esacconnect, propos recueillis par R. Devaux, l'Anjou Agricole - 8 nov. 2018.

+ Interview de **S. Di Bianco**, « **Le développement de l'agriculture biologique** », 1h24 - dans Plum'bat la campagne, émission de radio animée par M. Lozanne - Plum'FM - 8 oct. 2018.

+ Interview de **B. Thareau**, « **Connectée aux défis de l'agriculture** », propos recueillis par Y. Tréca-Durand, Courrier de l'Ouest - 9 sept.2018.

INTERVENTIONS VERS LE GRAND PUBLIC

+ **K. Daniel**, « **Les agriculteurs dans le mouvement de numérisation du monde - Conséquences et enjeux d'une agriculture connectée** » intervention dans le cadre de la journée Avenirs Numériques, Connected Week, Angers - 23 nov. 2019.

+ **K. Daniel** et **N. Courtade**, « **Les agriculteurs dans le mouvement de numérisation du monde** ». Contribution aux Controverses européennes de Bergerac, Bergerac (24), 20 juin 2019.

+ **K. Daniel**, « **Elections européennes, quels impacts en Pays de la Loire** », table ronde organisée par le Club de la Presse 4, Angers - 25 avril 2019.

+ **K. Daniel**, « **PAC et changement climatique** », intervention lors d'une journée organisée par les Maisons de l'Europe 44 et 49, Pouillé (49) - 28 mars 2019.

+ **S.Di Bianco**, « **Les technico-commerciaux de coopérative agricole** », intervention dans le cadre de l'évènement « Ma Thèse en 3 minutes » organisé par l'ESA, Angers - 7 fev.2019.

+ **S.Di Bianco**, « **Agriculture, Alimentation et Climat** », intervention dans le cadre de l'exposition « Les sols et le changement climatique », Grain de sel, Séné (56) - 3 fev. 2019.

+ **B. Thareau**, « **Internet est dans le pré : Les médias socionumériques en agriculture** », intervention dans le cadre de la journée Avenirs Numériques, Connected Week, Angers - 23 nov. 2018.

+ **S.Di Bianco**, « **Agriculture et Alimentation : face aux défis climatiques** », intervention dans le cadre de la journée Climat de Fête, conférence et animation d'un débat mouvant pour l'association Clim'actions Bretagne Sud, Vannes - 6 oct.2018.,

INTERVENTIONS VERS LES ACTEURS PROFESSIONNELS

- + **B. Thareau**, « **Fin des vocations familiales et nouveaux projets d'entreprises : comment transmettre les exploitations agricoles aujourd'hui.** » – Soirée débat agricole – Communauté de Communes du Pays de Craon, Craon (53) - 19 dec. 2019.
- + **K. Daniel**, « **Éléments d'analyse des enjeux économiques et sociaux du développement des outils numériques/robotiques dans les exploitations et les filières agricoles** » - 3RDF – Chambre Régionale d'Agriculture Nouvelle Aquitaine, Verneuil sur Maine (87) - 5 dec. 2019.
- + **N. Ben Arfa**, participation à l'atelier « **Les données circulent, enjeux pour les filières et les liens consommateurs – agriculteurs** », Esafoodtech, Angers - 21 nov. 2019.
- + **B. Thareau**, « **Les agriculteurs dans le mouvement de numérisation du monde** », TechElevage, La Roche sur Yon (85) - 20 nov. 2019.
- + **S. Di Bianco** et **M. Ben Jaballah**, « **Diversité des conceptions de la réussite professionnelle des agriculteurs** », séminaire de restitution, Triskalia, Landerneau (29) - 23 sept. 2019.
- + **B. Thareau**, « **Marchés carbone volontaires, A quelles conditions entreprises, collectivités et agriculteurs seraient-ils prêts à s'y engager ?** », Space, Rennes (35) - 12 sept. 2019.
- + **A. Sigwalt**, « **L'engagement des jeunes dans les collectifs professionnels** » - Conférence-Débat – Fédération Régionale des CUMA de l'Ouest, Pacé (35) - 29 août 2019.
- + **B. Thareau**, **G. Anzalone**, **PY. Amprou** (Chambre d'agriculture des Pays de la Loire), **JC. Roubin** (Crédit Agricole SA), **C Lavaur** (CIAP), **S. Di Bianco**, **L. Roncin** (JA 49), **G. Guillaume** (Crédit Agricole Anjou Maine) – Ateliers conférences de la Chaire Mutations agricoles : « **Diversité des exploitations, diversité des formes de réussite en agriculture** », Crédit Agricole Anjou Maine, Angers - 17 juin 2019.
- + **G. Anzalone**, « **l'évolution des structures d'exploitation en agriculture** » – Congrès - GAEC et SOCIETES, Torcy (71) - 14 juin 2019.
- + **C. Mazaud**, participation aux ateliers de la journée d'étude « **Numérique et durabilité des circuits courts** », RMT Alimentation locale, Paris - 12 juin 2019.
- + **K. Daniel**, **Éléments de cadrage sur le contexte et les enjeux agricoles - rôle des élus dans ce contexte en forte évolution** – Assemblée Générale – MSA Mayenne Orne Sarthe, Mayenne (53) - 6 juin 2019.
- + **B. Thareau**, « **Mutations de l'agriculture et des mondes ruraux. Quels enjeux pour l'aménagement de communes rurales ?** » – Réunion du PLU – Commune de Noyant-Villages, Noyant Villages (49) - 5 juin 2019.
- + **B. Thareau**, **S. Barral** (INRA), **M. Diaz** (GERDAL), **P. Gautier** (Chambre d'agriculture des Pays de la Loire), Ateliers conférences de la Chaire Mutations agricoles : « **Nouvelles alliances pour la valorisation des pratiques environnementales** », ESA, Angers - 4 avril 2019.
- + **B. Thareau**, participation à la table ronde « **Risques et enjeux de l'Agrinumérique** », journée agriculture numérique et droit, le numérique au service de l'exploitation agricole, Laval (53) - 22 mars 2019.
- + Interview dans le cadre des Journées de Printemps 2019 de l'Association Française de Production Fourragère – **T. Petit** & **A. Sigwalt** « **Quels bénéfices de l'élevage à l'herbe pour l'éleveur, l'animal, le consommateur et le territoire** », Paris, <https://afpf-asso.fr/actualite/videos-des-journees-de-printemps-2019> - 12 et 13 mars 2019.
- + **G. Anzalone**, « **Organisation du travail et prestation de services** » – AG CUMA Pays de la Loire – St Clément de la Place (49) - 1er fév. 2019.
- + **G. Anzalone** - « **Organisation du travail et prestation de services** » – AG CUMA Pays de la Loire – l'Herbergement (85) - 24 janv. 2019.
- + **K. Daniel**, « **Numérique et Mutations de l'agriculture - enjeux pour le secteur du machinisme agricole** » - AG Promodis – Six Fours (83) – 23 & 24 janv. 2019.
- + **A. Sigwalt**, table ronde « **L'agriculture et nous (néo) ruraux, quel dialogue ?** » - Conférence débat organisé par Pôles Solidarités des 4 paroisses du vignoble - Vallet (44) - 24 nov. 2018.
- + **K. Daniel**, « **Réforme de la PAC et environnement** » – Sessions PAC Jeunes Agriculteurs – La Rochelle - 15 nov. 2018.
- + **C. Mazaud**, participation à l'atelier « **Comment intégrer les évolutions technologiques en lien avec les métiers du végétal** », Plant Event - 8 nov. 2018.
- + **K. Daniel**, « **L'Europe, atout ou obstacle pour l'avenir des territoires ruraux face à la mondialisation** » - consultation « **Quelle est votre Europe ?** » Commune du Méné (22) - 19 oct. 2018.
- + **B. Thareau**, « **Le Big Data en agriculture, une nouvelle donne pour le conseil ?** » - AG Mixscience – Lisbonne, Portugal - 16 oct. 2018.
- + **B. Thareau** – « **Marchés carbone volontaires, A quelles conditions entreprises, collectivités et agriculteurs seraient-ils prêts à s'y engager ?** », Space, Rennes (35) - 13 sept. 2018.

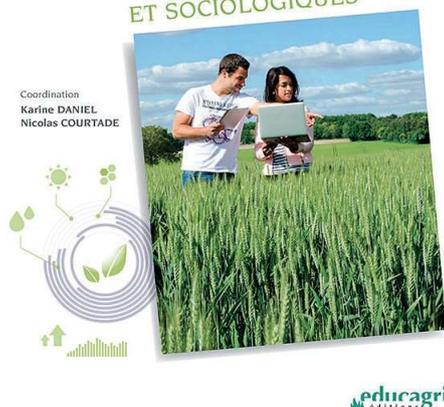
PUBLICATION D'UN OUVRAGE COLLECTIF

JUIN 2019



Les agriculteurs dans le mouvement de numérisation du monde

ENJEUX ÉCONOMIQUES
ET SOCIOLOGIQUES



La Chaire Mutations Agricoles a publié en juin 2019 aux éditions Educagri un ouvrage collectif autour des enjeux sociologiques et économiques de la numérisation des activités agricoles. Il mobilise les travaux du Laboratoire de Recherche en Sciences Sociales, ainsi que différents experts accueillis durant les 4 éditions d'#esaconnect.

Applications, bases de données, équipements connectés... : l'agriculture s'inscrit sans conteste dans le mouvement de numérisation du monde. Au-delà des enjeux technologiques majeurs, ce phénomène a, pour les agriculteurs, l'exploitation, pour la profession agricole et pour les filières agricoles et agroalimentaires, des conséquences tout à la fois économiques et sociologiques que cet ouvrage se propose de mettre en lumière. Ainsi la première partie du livre repose sur des analyses menées au niveau de l'exploitation. Elle aborde les effets de l'apparition et du développement des outils numériques sur le travail agricole et sur la compétitivité des exploitations. La deuxième partie est consacrée à l'impact du développement du numérique sur la profession agricole. Sont ici abordés

les effets du numérique sur les réseaux traditionnels d'agriculteurs et sur le travail des agriculteurs, des conseillers agricoles ; au-delà apparaît l'émergence de nouveaux acteurs. Enfin, la troisième et dernière partie explore la question de la circulation des données dans les filières agricoles et agroalimentaires. Enjeu majeur en termes de traçabilité et de transparence, cette question implique celle de la gouvernance dans le domaine des données.

Coordinateurs : Karine Daniel, Nicolas Courtade

Auteurs : Nejla Ben Arfa, Nicolas Courtade, Karine Daniel, Soazig Di Bianco, Mohamed Ghali, Catherine Hérault-Fournier, Giffona Justinia Hanitravelo, Caroline Mazaud, Annie Sigwalt, Bertille Thureau

Contributeurs : David Large, viticulteur dans le Beaujolais - Janick Huet, chef de service innovation à la Chambre d'Agriculture des Pays de la Loire - Franck Daniel, agriculteur associé du GAEC des Landelles (Pays de la Loire) - Denis Beauchamp, président de FranceAgriTwittos et responsable commercialisation pour l'Ucal (Union des Coopératives de l'Allier) et Thomas Bégon, membre actif de FranceAgriTwittos et directeur de la communication de Bioline by InVivo - Denis Laizé, administrateur du forum Agricool - Hervé Pillaud, agriculteur, auteur, conférencier, membre du Conseil national du numérique - Philippe Royer, directeur général du groupe Seenergi - Dominique Taillée, responsable Innovation et Projets Village By CA, Direction Marchés Professionnels Agriculture et Qualité, Crédit Agricole Anjou-Maine - Sophie Kotras, Directrice Filières Enseignement supérieur et Recherche à Angers Loire Développement (Aldev) - Armand Sachot, co-fondateur de la start-up Aptimiz - Jessi Baker, fondatrice de Provenance.org - Perrine Dulac, co-fondatrice du Collectif Court Circuit - Fantine Olivier, boutique collective «Aux Petits Fours».

Collection Références

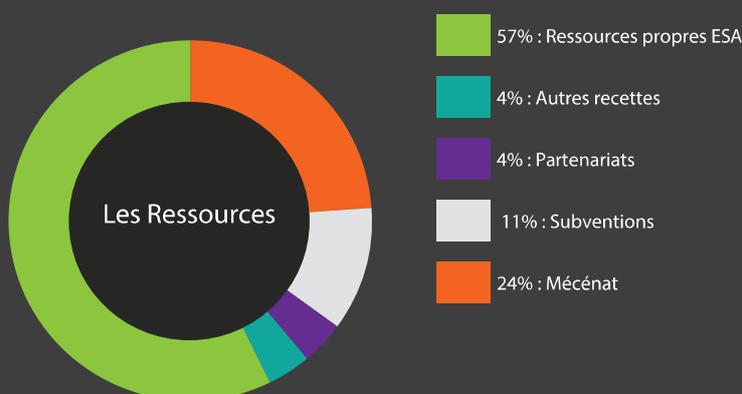
ISBN 979-10-275-0295-0 - 224 pages

Disponible en version numérique

LE BUDGET DE LA CHAIRE

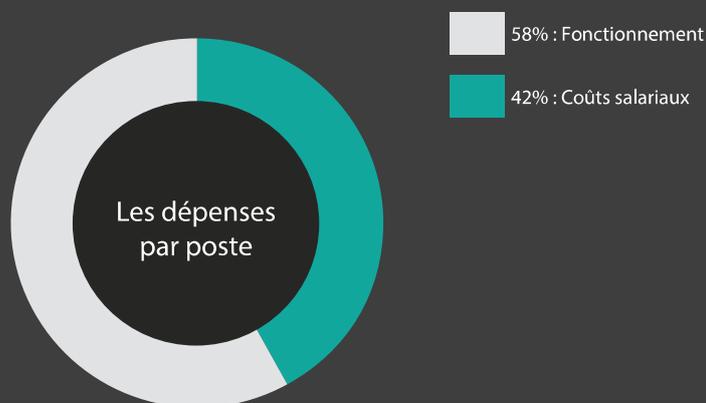
La structure des ressources de la Chaire Mutations Agricoles reste assez similaire à celle du précédent cycle (2013-2017) avec un mécénat qui s'établit à 26 k€/an et un financement important de l'ESA, qui permet la mise à disposition de temps d'animation et d'expertise dédié. Pour la première année du cycle 2018-2021, nous avons affecté nos moyens principalement à des actions de capitalisation et de transfert des travaux conduits depuis 5 ans, et à

l'organisation d'ateliers et séminaires de réflexion pour définir les priorités de travail. Aucune ressource n'ont été dédiées cette année à des travaux d'étude, ce sera le cas pour les deux prochaines années. Les travaux partenariaux de recherche conduits en 2018-2019 et cités dans le présent rapport ont été financés dans le cadre d'appels à projets divers, ces ressources externes ne sont pas valorisées dans le budget de la Chaire.



La Chaire Mutations Agricoles a mobilisé 112.8 k€ de ressources de septembre 2018 à décembre 2019. Les subventions, partenariats (sponsoring) et autres ressources sont principalement liées à la réalisation d'#esacconnect en novembre 2018.

Les coûts salariaux affectés à la Chaire Mutations Agricoles correspondent aux activités d'animation, de communication et d'organisation événementielle. Le temps d'expertise et de recherche des membres n'est pas valorisé ici. Les dépenses de fonctionnement couvrent principalement les frais d'invitation de conférenciers et d'organisation événementielle.



Les ressources de la Chaire ont été affectées à trois activités principales : des activités de réflexion entre membres et de veille, avec en particulier l'animation d'ateliers-conférences ; des activités de transfert autour de la publication d'un ouvrage et de l'organisation de séminaires ; et enfin l'organisation de la 4ème édition des RdV de l'agriculture connectée - #esacconnect.

PARTENARIATS

SEPT. 2018 - DÉC. 2019

RENOUVELLEMENT DU CONVENTIONNEMENT

En 2013, le Crédit Agricole Anjou Maine et la Chambre d'Agriculture des Pays de la Loire avaient soutenu l'ESA dans son ambition de créer une chaire école-entreprises portant sur les transformations économiques et sociales de l'agriculture. D'abord portée par Roger Le Guen, son premier titulaire, la Chaire Mutations agricoles a produit un premier cycle de travaux de 2013 à 2017. En 2018, malgré le départ en retraite de Roger Le Guen, les membres fondateurs ont réaffirmé l'en-

jeu de poursuivre leur engagement autour du projet de chaire que ce dernier avait initié. Ils ont donc rédigé un nouvel accord cadre qui fixe le projet de la Chaire Mutations Agricoles pour un nouveau cycle de 3 ans. Cet accord-cadre a été signé le 30 novembre 2018 par les trois membres fondateurs. Le 25 septembre 2018, les membres fondateurs réunis en comité de pilotage ont validé la nomination de Bertille Thareau comme titulaire de la Chaire Mutations Agricole.



LA FONDATION AVRIL REJOINT LA CHAIRE MUTATIONS AGRICOLES EN TANT QUE MEMBRE PARTENAIRE

L'ambition de la Chaire Mutations Agricoles est d'ouvrir son partenariat, afin de diversifier son expertise et de développer ses ressources. Le 5 novembre 2019, la Fondation Avril a rejoint la Chaire Mutations Agricoles en tant que membre partenaire. En rejoignant notre partenariat, elle y apporte une ambition forte pour penser l'ancrage territorial de l'agriculture : le projet de

la fondation vise notamment à accompagner la transition de l'agriculture vers des modèles créateurs de valeur économique, sociale et environnementale, ancrés dans les territoires. En tant que nouveau partenaire, la Fondation Avril confère également une ouverture nationale au partenariat de la Chaire Mutations Agricoles.

FONDATION ● AVRIL
RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE

DEVENIR MEMBRE DE LA CHAIRE ?

Devenir membre de la Chaire, c'est avant tout soutenir des activités de Recherche et de transfert sur les mutations de l'agriculture, via le don, le Mécénat et l'apport de compétences.

Devenir membre associé

Les membres associés contribuent aux travaux de la chaire dans le cadre d'ateliers de réflexion, d'études exploratoires ou d'activités de valorisation. Ils y apportent leurs compétences. Ils peuvent participer au financement de la chaire via leurs soutiens financiers ponctuels ou réguliers (y compris les donateurs particuliers).

Devenir membre partenaire et Mécène

Les membres partenaires soutiennent la chaire sur la base de son projet pluriannuel, ils en sont des financeurs majeurs. Ils sont membres du comité de pilotage et peuvent également contribuer aux travaux de la chaire dans le cadre des groupes de travail, d'études exploratoires ou d'activités de valorisation. Le niveau de contribution financière est lié à la dimension de la structure et à son statut.

Contact : Bertille THAREAU

b.thareau@groupe-esa.com - 02 41 23 55 55.

www.chaire-mutations-agricoles.com

L'ÉCOSYSTÈME DE LA CHAIRE MUTATIONS AGRICOLES

La conviction des membres de la Chaire Mutations Agricoles est qu'on ne peut penser les transformations que connaissent les mondes agricoles dans un entre-soi restreint aux partenaires de la Chaire. Pour comprendre le présent et identifier les enjeux de demain, nous pensons qu'il faut mobiliser des expertises issues de différents horizons, qu'il faut entendre et faire débattre des acteurs aux points de vue contrastés. Pour cela, au-delà des membres par-

tenaires et fondateurs de la chaire, nous cherchons à mobiliser une diversité d'acteurs. Cet « écosystème » de la chaire est invité à participer aux ateliers de réflexion organisés par la Chaire, à prendre part à certaines activités (organisation des séminaires ou d'#esaconnect). Ce sont aussi des partenaires avec lesquels nous nous engageons dans des projets de recherche appliquée.





Contactez-nous

Chaire Mutations Agricoles - École supérieure d'agricultures, 55 Rue Rabelais - BP30748 - 49007 Angers Cedex 01
 Bertille THAREAU, b.thareau@groupe-esa.com - 02 41 23 55 55.
www.chaire-mutations-agricoles.com